

**Mission d'assistance à la réalisation du Schéma Régional de  
Développement Culturel de la Région Guyane**

**DIAGNOSTIC CULTUREL DE LA GUYANE**

**AVRIL 2009**

**RÉSUMÉ**



**REGION GUYANE**

<b>1 - Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>2 - Le contexte .....</b>	<b>3</b>
2-1 Une multiculturalité spécifique .....	3
2-2 Un vaste territoire, un peuplement divers .....	3
<b>3 – Principales forces et faiblesses .....</b>	<b>4</b>
3-1 Les atouts .....	4
3-2 Des points faibles .....	4
3-3 Des risques.....	4
3-4 Des opportunités .....	5
<b>4– Etat des lieux .....</b>	<b>5</b>
4-1 Les problèmes transversaux.....	5
4-2 Analyse spécifique par secteur .....	5
<b>5 –diagnostic .....</b>	<b>9</b>
5-1 L'activité culturelle existante nécessite davantage d'appui.....	9
5-2 Des outils à repenser.....	9
<b>6– Priorités dans la poursuite de la réflexion.....</b>	<b>10</b>
6-1 La formation.....	11
6-2 Les transports, déplacements, hébergements.....	11
6-3 Culture et innovation.....	11
6-4 La création artistique .....	11
6-5 Sensibilisation, pratiques et diffusion artistiques .....	12
<b>7 – Vers un schéma stratégique de développement culturel .....</b>	<b>12</b>
7-1 La culture, quatrième pilier d'un développement durable .....	12
7-2 Articuler les politiques publiques .....	13
7-3 Les grands chapitres de l'intervention régionale .....	13

## 1 - INTRODUCTION

L'étude en vue du schéma régional de développement culturel a été confiée par la Région Guyane à ACT Consultants, dans le cadre d'une consultation publique lancée en janvier 2008. L'offre de ACT a été faite en février 2008 et c'est en septembre 2008 que le choix de la Région a été défini.

Face à l'enjeu considérable que représente la question culturelle dans la société guyanaise en pleine évolution notre travail s'inscrit dans la nécessité exprimée dès 2004 par l'exécutif régional, de « *mobiliser la culture comme moyen d'intégrer les hommes et de contribuer à leur épanouissement tout en renforçant notre identité régionale prise dans sa pluralité et l'attrait de notre région* ».

Le cahier des charges de l'étude demandée précisait trois domaines de travail pour le développement culturel et artistique: **la sensibilisation, les formations et la diffusion**. Nous y avons ajouté **la création artistique**, convaincus de l'importance d'améliorer les conditions d'existence de la création guyanaise et de lui donner une visibilité.

Prenant acte des défis importants auxquels est confrontée aujourd'hui la Guyane, nous avons situé **la culture au carrefour de dynamiques paradoxales comportant de forts potentiels**, notamment dans la mobilisation de la jeunesse et l'expression populaire multiple, **mais aussi des risques de replis et de tensions**.

Le diagnostic a été élaboré à l'appui de la rencontre d'un grand nombre d'acteurs très divers.

## 2 - LE CONTEXTE

### 2-1 Une multiculturalité spécifique

La Guyane, terre d'immigration séculaire voit depuis longtemps coexister différents groupes de population venus s'ajouter aux peuples premiers. **La conscience de cette multiplicité est aujourd'hui forte**, alors que les dynamiques démographiques variables selon les groupes, et l'évolution socio économique des pays de la Caraïbe, du plateau des Guyanes et de l'Amérique du Sud plus largement, font converger vers la Guyane des mouvements migratoires nombreux et divers. Dans ce contexte, que l'on parle de multiculturalité ou de pluriculturalité, de rencontre des cultures ou de métissage culturel, on est au cœur d'une question centrale de l'identité guyanaise.

L'état actuel de la réflexion des acteurs et penseurs guyanais fait apparaître **une démarche en tension** :

- **d'un côté, les acteurs culturels et une partie de la population souhaitent une visibilité des différentes identités culturelles présentes sur le territoire**, certaines d'entre elles se vivant comme en perdition (traditions noir marron, par ex.), ce qui soutient d'autant plus les revendications de visibilité, mais peut générer une tentation de repli protectionniste ;
- **en même temps, les responsables institutionnels mais aussi certains acteurs culturels pré-cités soulignent le risque de cloisonnement et de repli communautaire que porte la démarche de promotion des identités**, dans un contexte socio-économique difficile. De ce fait, ils vont chercher à provoquer ou à mettre en évidence des interactions entre les différentes cultures, pour pallier ce risque.

### 2-2 Un vaste territoire, un peuplement divers

La Guyane est une région très étendue dans laquelle il faut à la fois préciser ce qui peut convenir à l'ensemble du territoire, et ce qui serait spécifique à une partie de la population ou du territoire. **Les difficultés d'accès d'un point à l'autre** impliqueront qu'un projet ou un équipement destiné à l'ensemble des populations relèvera plutôt de l'exception.

Il s'agit de **comprendre le fond commun et les attentes plus spécifiques** de certaines communautés, en vue de **protéger leur originalité, d'assurer l'égalité d'accès à toutes les populations, de soutenir les rencontres interculturelles** déjà présentes dans le quotidien **et les passages entre traditions et modernité**, tant du point de vue des contenus à mettre en œuvre que des moyens logistiques accessibles à tous.

## 3 – PRINCIPALES FORCES ET FAIBLESSES

### 3-1 Les atouts

---

- **Une tradition bien vivante**, à protéger en tant que patrimoine, à valoriser comme richesse humaine, voire comme potentiel de développement d'activités, et ouverte à la création : les traditions culturelles présentes en Guyane (cultures créoles, noir marron, indiennes...) structurent tout ou partie de la vie d'une part importante de la population guyanaise. Elles méritent d'être valorisées tant aux yeux de l'ensemble des habitants de la Guyane qu'à ceux des visiteurs et des voisins. **A condition de respecter la protection des modes de vie traditionnels là où ils sont en vigueur, des développements sont possibles** en matière d'insertion sociale, d'approfondissement culturel, de positionnements économiques ; ils seraient porteurs d'un changement d'image de la Guyane, qui aurait lui aussi des répercussions en termes d'attractivité.
- **Des savoir-faire traditionnels vivants et porteurs de potentiels de développement encore peu explorés, jusqu'à des pistes d'innovation culturelle et économique.**
- **Une grande créativité, chez les professionnels comme chez les amateurs** – ce terme n'étant pas adapté pour les pratiques traditionnelles, socle des pratiques culturelles vécues qui font la richesse humaine de la Guyane.
- **Des performances notables dans certains domaines** (musique avec notamment les différents festivals des musiques du fleuve, danse..).

### 3-2 Des points faibles

---

- Les problèmes de **transport** et ceux liés à la **formation** ;
- Une difficulté à inscrire les expressions culturelles des peuples autochtones dans les cadres institutionnels existants
- Une difficulté à prendre en compte et **valoriser la multiculturalité dans le milieu scolaire**, là où elle existe pourtant obligatoirement, dès le plus jeune âge.
- Un **faible nombre de lieux de création et de diffusion adaptés**, en particulier pour les artistes professionnels ;
- Une **circulation d'informations lacunaire** qui ne facilite pas les connaissances mutuelles ni la constitution de réseaux, qui génère déperdition d'énergie, de temps, voire d'argent.

Par ailleurs, **la coordination entre les différentes institutions censées** intervenir de façon complémentaire sur le terrain (Région, Etat, Conseil Général, Communes...) **n'est pas à la hauteur des enjeux**.

### 3-3 Des risques

---

**Un risque de déperdition des richesses culturelles.** L'école occupant désormais le temps durant lequel la transmission s'effectuait, comment construire aujourd'hui une qualité éducative valorisante, dans des systèmes favorisant la rotation de personnels jeunes, arrivant sans connaissance aucune du territoire et des cultures, rencontrant des élèves non francophones souvent en difficultés scolaires ?

**Un risque de tarissement des sources d'inspiration pour la création** : l'absence de valorisation et de structuration des musiques du Maroni, par manque de moyens permanents, associée à la diffusion massive (radios, télévision) d'autres productions sur-valorisées (musique commerciale internationale), génère un début de tarissement des sources, notamment sur la rive française du fleuve. Il en va de même pour d'autres disciplines : arts visuels, artisanat.

**Un risque de replis identitaires** : conscients de la déperdition en cours, une partie des membres des groupes culturels concernés pourrait être tentée par des replis identitaires, avec les risques de conflits que cela entraîne.

**Un risque de fermeture de voies de développement potentiel** : des activités économiques liées à des supports culturels (artisanat d'art, pratiques artistiques), entreprises culturelles de l'économie numérique,

tourisme culturel... manquent de l'appui et de la mise en relation qui leur permettrait de se qualifier et de se développer : risques d'abandons.

### 3-4 Des opportunités

---

La valorisation des traditions vivantes peut avoir des répercussions sur l'**amélioration du cadre de vie** des populations concernées, le **soutien à la mobilité interne des Guyanais**, sur une **meilleure répartition des compétences sur tout le territoire**, sur la **construction de filières d'activités**, traditionnelles comme innovantes (filiale bois et design, par exemple). Elle peut aussi relancer le **tourisme** à condition de maîtriser les flux touristiques et de respecter les populations autochtones.

La construction d'axes de développement en phase avec la réalité guyanaise dans sa diversité devrait se faire dans la recherche d'un **équilibre moins focalisé sur les territoires urbains** (Cayenne) et sur des enclaves particulières (bases scientifiques de Kourou et Sinnamary).

L'appui sur des cadres et des réseaux existants, à l'échelon national et international est une ressource pour le développement culturel. Ce sont notamment la **Communication de la Commission européenne** reconnaissant les Régions ultrapériphériques comme porteuses d'opportunités et de richesses (17/10/2008) et **L'agenda 21 de la Culture**, dessiné par des collectivités locales, au sein du réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis.

## 4 – ETAT DES LIEUX

### 4-1 Les problèmes transversaux

---

**La formation** : dans tous les secteurs, sont pointés les **besoins en formation**, qui vont de la formation de base à la formation spécialisée, en passant par la formation qualifiante. **La chaîne d'analyse et de décision est morcelée** : le partage et l'attribution de compétences entre les différents partenaires locaux (Etat, Région, Département, communes) se traduit par une **dispersion de l'action**, en l'absence d'instances de concertation, induisant **manque de lisibilité** pour les bénéficiaires, superposition et complexification des dispositifs, **manque de cohérence et d'adéquation entre les actions et les moyens affectés**.

**Les transports, les déplacements, l'hébergement** : l'absence d'un système de transport public abordable en Guyane remet en cause **la circulation et l'accueil du public et des stagiaires**, la circulation et l'accueil **des artistes et des intervenants (formation)**, **la mobilité des personnels**. S'ajoutent à cela les **difficultés d'hébergement** : coûts, faiblesse quantitative et qualitative.

**L'accès aux technologies de l'information et de la communication** : la diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) est loin de couvrir tout le territoire : la notion d'accessibilité est à la fois physique et virtuelle. Les nouvelles entreprises culturelles, souvent adossées à l'économie numérique, peuvent travailler en réseau et en complémentarité, ce qui permettrait de pallier les contraintes liées aux déplacements.

### 4-2 Analyse spécifique par secteur

---

**Les pratiques culturelles vécues**, d'une grande diversité, demandent à être appuyées, afin de **valoriser l'identité originale guyanaise** qui n'est pas toujours revendiquée du fait de l'isolement et de l'invasion de la modernité, **donner la possibilité de diversifier et renouveler certaines voies du développement**, y compris dans un cadre de coopération avec les pays voisins, **offrir l'opportunité aux différentes cultures de se rencontrer**.

Dans certaines parties du territoire, un pan de ces pratiques relève d'une tradition ancienne, voire du rituel (Marrons sur le Haut Maroni, Amérindiens sur le Maroni et sur l'Oyapock), socle vital pour lequel les autorités coutumières demandent le respect de leur relation privilégiée à la terre (abattis) à travers leur consultation préalable à toute décision concernant les territoires où ils vivent, sur lesquels pèsent actuellement des lourds projets d'exploitation minière. Le dialogue autour de ces demandes va dans le sens des règlements internationaux sur le respect des peuples autochtones, ainsi que d'une vision durable du développement, ces populations étant les premiers experts de la protection de l'environnement guyanais, dans lequel ils vivent en bon équilibre depuis plusieurs siècles.

**La sensibilisation en milieu scolaire :** l'école est parfois perçue avant tout comme diffuseur d'une culture du Nord, notamment à travers la langue de transmission, le français, qui n'est pas la langue maternelle ni la langue de vie d'une partie importante de la population. Des universitaires et des chercheurs travaillent sur des modes de transmission différents des héritages culturels dans l'enseignement en Guyane, mais leurs travaux ne sont visiblement pas pris en compte. Les dispositifs culturels et artistiques habituels en milieu scolaire sont pour la plupart actifs en Guyane, mais de façon inégale : Le CICA et le centre de ressources audiovisuel du CRDP couvrent le territoire pour l'audiovisuel, mais il n'y a pas encore d'option cinéma dans les établissements. Deux options théâtre (Saint Laurent et Kourou) s'appuient sur les 2 compagnies conventionnées, ainsi qu'un atelier théâtre (LEGT Damas). Un travail important a commencé autour du conte, adossé au Festival de Contes de Mana « conte facteur de réussite », à destination des écoles en RAR (réseau ambition réussite). Une option facultative en danse traditionnelle existe, de même que des classes à PAC, voire des projets autour d'artistes en résidence (compagnie Norma Claire). On compte deux classes CHAM en 1<sup>er</sup> degré, en collaboration avec l'ENMD.

**La musique :** La production musicale affiche des contenus très divers, à l'image de la Guyane, et n'a pas encore fait le plein de toute la richesse d'expression guyanaise. Plusieurs problèmes sont patents :

- **le manque de lieux de spectacles adaptés**, pour proposer régulièrement des concerts en dehors des événements festivaliers.
- **le coût des transports**, qui absorbent une part importante des budgets artistiques.
- **l'absence d'orientations claires de la part des collectivités**, en matière de politique musicale.
- **le manque de cadres pérennes**, telles les conventions tri annuelles qui permettent de travailler plus efficacement.
- **la difficulté à pénétrer les circuits nationaux et internationaux**, du fait de l'importance des frais d'approche et du manque d'outils pour être présents en permanence dans les réseaux professionnels, alors que la diffusion à l'extérieur des artistes guyanais est une nécessité vitale pour certains.

Les systèmes d'appui existant en France (aides SACEM) ne sont pas activés en Guyane, et les musiciens ont du mal à accéder à l'information juridique : ils vont enregistrer au Surinam parce que c'est moins cher, en sachant qu'ils perdent sans doute quelque chose en termes de droits d'auteurs, mais sans savoir exactement quoi... Pourtant, les organisateurs s'ingénient à trouver des formules qui élargissent et fidélisent les publics, organisent la sensibilisation de la jeunesse aux métiers de la musique (artistiques, techniques,...). Il est souvent difficile de travailler avec les musiciens guyanais, parce que le manque de structuration du marché local les a conduits à avoir des métiers permanents pour vivre : ils sont donc peu disponibles pour ces activités périphériques.

Le cursus de formation musicale est chaotique. Les principaux problèmes repérés sont :

- **des financements insuffisants, ne permettant pas de fidéliser des enseignants**,
- **un manque de formation sur place**, empêchant l'émergence d'enseignants locaux et la bonne prise en compte de la culture musicale guyanaise,
- **un manque de locaux de répétition**,
- **des difficultés à tisser des relations avec l'environnement** (établissements scolaires, vie musicale des communes, etc.), par manque de moyens et/ou de postes,
- **un manque de lieux de représentation** du travail des élèves et des enseignants,
- **l'isolement**: absence de propositions à faire aux élèves pour poursuivre un cursus - à part quitter la Guyane, difficultés à réaliser des échanges pédagogiques avec d'autres écoles des pays environnants à cause des coûts généraux induits....

L'Ecole Nationale de Musique et de Danse, agence régionale, consacre l'essentiel de son énergie à tenir le rôle d'école de musique pour la Ville de Cayenne. La présidente de l'établissement propose une évolution dans laquelle « *la Région devrait aider les petites communes à monter et/ou consolider des écoles de musique municipales dans lesquelles se ferait l'initiation pendant 3 à 5 ans. L'ENMD ne prendrait que ceux qui se destinent à des professions musicales. Il y a trop d'élèves actuellement et le niveau n'est pas celui d'un conservatoire de musique* ».

**Les arts de la parole :** Le conte est une pratique commune à plusieurs cultures de la Guyane dont l'oralité est un des fondements : créole, amérindienne, noir marron, antillaise, etc. Il est support de transmission et de lien social, source et outil de créativité. A partir de la dynamique lancée il y a plus de 10 ans par le travail de Franck Comper (assoc Krakemanto), à Saint-Laurent, d'autres événements naissent : Festival de Contes « Kouté pour tandé » (association Zoukouranyan), Mémorial du conte Paul Henri Gérard, à Mana, sous l'impulsion de Rémi Aubert, et sans doute d'autres événements de taille plus modeste. Cet art connaît une remarquable continuité qui

va de la pratique « familiale », à la création scénique, en passant par les soirées de contes dans un cadre culturel, auxquels sont associés stages, ateliers en milieu scolaire, randonnées-contes et **croisements artistiques divers, et par le collectage, qui mobilise et valorise des « grandes personnes »**. Une réflexion systématique sur les diverses conditions de la pratique du conte permettrait d'évaluer la capacité du milieu des conteurs guyanais à faire vivre le conte dans ses différents modes (sensibilisation, transmission, création...), notamment ceux impliquant la jeunesse. Il est souhaitable que le conte soit pleinement pris en compte dans les différentes catégories d'intervention régionale qui émergeront de la concertation en vue du schéma.

**Le théâtre :** La Cie KS and Co, implantée à Saint Laurent du Maroni et le lieu qu'elle anime au Camp de la Transportation, Kokolampoe, sont conventionnés sur 3 ans, pour la seconde fois. Etant donné l'ampleur et la diversité du travail réalisé, l'investissement important qu'elle manifeste, et les résultats qu'elle affiche, la Compagnie a construit une véritable expertise sur la situation du théâtre en Guyane. A partir d'une seule équipe artistique (dont une seule permanente, l'administratrice) et d'un petit lieu artistique, se développent en synergie :

- **un programme d'actions porté et animé par la Compagnie KS and Co** comprenant : formation, accueil d'artistes et d'auteurs, diffusion des spectacles du répertoire, organisation du Festival des Tréteaux du Maroni, création (en 2008 : 2 spectacles)

- **un programme d'actions proposé par la Scène Conventionnée Kokolampoe** comprenant l'accueil des jeunes Cies émergentes, de Guyane, de France hexagonale, de Guadeloupe, de Martinique, du Surinam, du Brésil, sur le thème des écritures contemporaines dans tous les domaines d'expression du théâtre, l'organisation de rencontres, ateliers et représentations avec les scolaires, des manifestations de rue, une exposition.

L'ensemble du public touché par les 2 programmes est estimé à 3 400 personnes sur l'année 2008 le taux de remplissage des spectacles a varié de 60 à 80%, plus de 700 jeunes ayant participé aux différents ateliers, sans compter expositions et lectures. L'UNESCO examine actuellement une proposition de patronage de l'ensemble des travaux de la Compagnie, pour son action de promotion des traditions vivantes de Guyane, notamment la culture saramaka. Par ailleurs, KS and Co et Kokolampoe travaillent autant que possible avec les autres lieux et acteurs culturels de Guyane (Krakemanto, Cie théâtrale Guyanaise, Cie Norma Claire, etc.), dans l'idée de constituer un réseau solidaire (cette dimension solidaire faisant partie de l'esprit même du travail).

On a ici la **preuve qu'un équipement de proximité peut réaliser un travail de fond en théâtre, artistiquement exigeant**, tout en se positionnant de façon adaptée à la réalité de son environnement, là où cet art est supposé difficile pour des questions de compréhension de la langue. Mais ceci a un prix pour les artistes : la Cie participe elle-même au financement du lieu parallèlement à celui de ses propres activités, au regard de l'insuffisance du financement des deux structures. KS and Co a calculé que **l'activité de la Compagnie et de Kokolampoe ont injecté la saison dernière plus de 91 000 euros dans l'économie locale**, via les prestataires professionnels auxquels il est fait appel (transports locaux et internationaux, alimentation, communication, location de matériel, etc.), sans compter les dépenses personnelles des employés vivant à Saint-Laurent, ce qui représente l'équivalent de 95 % des subventions perçues.

**La danse :** Peu de structures proposent d'autres enseignements que les danses traditionnelles. Les deux principales associations qui tentent de construire une filière cohérente affichent d'excellents résultats et se montrent capables de gérer des projets d'envergure (ADACLAM, Compagnie Norma Claire). Les principaux problèmes :

- **absence d'une filière professionnalisante** : faute de pouvoir vivre de leur art (enseignement, interprétation), la plupart des jeunes formés quittent la Guyane.
- **absence de lieux pour montrer des spectacles** (de façon encore plus criante que le théâtre, qui peut pour une part malgré tout s'exercer dans des conditions moins techniques).
- **insuffisance des financements pour s'inscrire dans une dynamique régionale, voire nationale et internationale** : des projets de diffusion, d'échange ou de coopération existent, mais l'incertitude relative à la régularité et au volume de financements freinent la circulation des œuvres et des personnes, et empêchent la construction de liens durables avec les partenaires potentiels.

Il y aurait lieu **d'évaluer de façon détaillée, systématique (ensemble du territoire) et partenariale, l'état de l'enseignement de la danse**, pour construire des perspectives cohérentes d'un cursus diplômant d'enseignement de la danse. En matière d'enseignement, l'ENMD ne remplit pas complètement le rôle que son statut impliquerait.

La Compagnie Norma Claire a commencé à concevoir un projet de mise en place d'un **centre de création chorégraphique amazonien**, à travers une mission d'étude co-financée par la DRAC et le service culturel de la Région Guyane. Ce centre aurait pour missions :

- la formation professionnelle en « danse contemporaine métissée »
- l'accueil de résidences de création
- la mise à disposition d'espaces de répétitions, d'information et de diffusion de petites formes
- la participation à un réseau de structures culturelles guyanaises et autres, dans un soutien organisé à la diffusion de la danse.

La démarche de la Compagnie Norma Claire est sérieuse et mériterait d'être débattue, le projet relevant bien d'un intérêt général pour la Guyane, sa jeunesse et ses artistes, répondant à des besoins identifiés.

**Les arts visuels :** Les arts visuels sont marqués par la présence forte de l'art tembé, qui relève à la fois de la pratique culturelle vécue et de l'art contemporain. Extrêmement vivant sur le fleuve Maroni, en décoration symbolique des objets quotidiens, l'art tembé est fortement représentatif de l'identité culturelle Noir Marron et se trouve aussi au cœur de plusieurs démarches d'insertion : celle de Libi Na Wan à Kourou, celle de Mama Bobi sur le Maroni. Les autres racines culturelles de la Guyane sont aussi à l'origine de démarches créatives : Ruben Makosi, Ti'iwan Couchili Maurel sont les plus connus pour la communauté amérindienne.

Plus largement, d'autres artistes contemporains s'inspirent de la réalité guyanaise, amazonienne ou mondiale dans laquelle ils vivent. L'association Chercheurs d'Arts, à Saint Laurent, s'attache en permanence de son côté, à valoriser sur un même plan les pratiques plastiques traditionnelles et la création contemporaine des plasticiens de l'association, tandis que des céramistes contemporains (cinq à Rémire Montjoly) s'appuient sur la présence d'argiles de différentes qualités et sur des pratiques traditionnelles, notamment dans la communauté amérindienne.

Ces différents plasticiens contemporains exposent en Guyane dans les quelques lieux et événements ouverts aux arts visuels, qui ne réunissent pas toutes les conditions pour que les œuvres soient montrées dans de bonnes conditions et rencontrent le public. Trois carences principales :

- **le manque d'espaces de rencontre entre l'art et ses publics**
- **l'absence d'une politique ambitieuse de sensibilisation**
- **la faiblesse des liens entretenus avec l'extérieur.**

Du point de vue de la formation, il n'existe pas de structure d'enseignement public en art plastique, hors les cours dispensés durant le cursus scolaire. Au dehors, les seuls cours sont ceux dispensés de façon privée par les artistes eux-mêmes à quelques élèves, individuellement. C'est sans doute en arts visuels que les besoins sont les plus criants, et que le déséquilibre entre l'île de Cayenne et le reste de la Guyane paraît le plus important, du point de vue des équipements et démarches structurants.

**Le livre et la lecture :** Le Département et la DRAC ont joint leurs réflexions pour restaurer la BDP dans sa mission qui est d'encourager la lecture via la mise à disposition d'ouvrages dans les bibliothèques des communes de moins de 10 000 habitants (17 des 22 communes de Guyane, l'ensemble représentant près de 47 000 habitants selon les données démographiques 2006). **Un plan départemental de la lecture publique existe** désormais, qui va identifier les compétences à mettre en place, renforcer les lieux de lecture publique et appuyer les initiatives de diffusion de la lecture hors les murs.

Cayenne s'est dotée d'un Mediabus municipal mais n'a pas de médiathèque. La bibliothèque municipale de Saint-Laurent coopère avec le contrat urbain de cohésion sociale dans le but de toucher les publics éloignés de la lecture. Des **manifestations favorisent l'accès au livre** et à la lecture : le Salon du livre de l'association Promolivres cofinancé par l'Etat, les collectivités et le CNES. A Kourou, le relais guyanais de ETC Caraïbe invite chaque année trois écrivains de provenances variées avec lesquels sont organisés des ateliers d'écriture. L'association Jaguar décerne chaque année un prix littéraire, le prix René Maran. L'association La plume guyanaise propose également un prix littéraire lors de la biennale du marronage à Matoury. Le prix Carbet des lycéens a une extension sur l'ensemble de la Guyane. La DRAC apporte une aide à plusieurs bibliothèques associatives et activités promouvant la lecture, telle la bibliothèque de l'association Mamabobi d'Apatou.

**La formation de base en lecture et écriture** est d'emblée confrontée aux limites de la francophonie. Le PREFOB, programme régional d'éducation et de formation de base intègre fortement les langues parlées par les apprenants ainsi que différents modes d'expression des cultures en présence.



**Le travail sur les archives** écrites et orales est une dimension importante du travail de mémoire nécessaire à la consolidation d'une identité guyanaise multiple : collectes d'objets accompagnées du recueil de témoignages, de l'équipe de l'écomusée de Regina ou encore celle de la mairie de Montsinéry.

Dans le domaine de **l'édition**, les secteurs identifiés comme les plus porteurs sont les livres pour la jeunesse, les « best sellers », les ouvrages destinés à la formation professionnelle, les méthodes linguistiques et le fond guyanais et caribéen. La bande dessinée est certainement un secteur porteur, tant pour l'éveil à la lecture que pour l'édition et le commerce des livres.

### **Les formations techniques (son, lumière, régie plateau) et administratives**

Les Compagnies artistiques et opérateurs culturels forment « sur le tas », avec l'aide de techniciens venus de l'extérieur, une ou deux personnes qu'elles emploient ponctuellement, selon leurs besoins. En matière de gestion associative et culturelle, il n'existe qu'une formation de niveau 1 (master), les échelons inférieurs sont absents.

## **5 – DIAGNOSTIC**

### **5-1 L'activité culturelle existante nécessite davantage d'appui**

#### **⇒ Des équipements peu nombreux et non systématiquement adaptés aux usages locaux**

Actuellement, il serait nécessaire d'avoir :

- **des lieux de pratique artistique et culturelle adaptés**
- **des lieux de création et de diffusion professionnels.**

Il serait nécessaire d'investir dans le développement des compétences humaines et de concevoir des lieux moins lourds et complexes en fonctionnement que les grands équipements existants. Des solutions telles que des structures mobiles pourraient être envisagées en complément des lieux fixes.

#### **⇒ Une information morcelée et lacunaire**

Les informations concernant le secteur artistique et culturel sont dispersées et lacunaires, sans relais identifié. Au delà d'une proximité géographique, les acteurs culturels eux-mêmes ne connaissent pas entre eux, à quelques exceptions près (compagnies et artistes professionnels d'expérience, organisés et structurés).

#### **⇒ Des moyens financiers insuffisants**

- Impossibilité de construire des perspectives durables pour les acteurs culturels déjà structurés et organisés : en l'absence de convention avec leurs différents partenaires, définissant de façon coordonnée les contenus des actions, les objectifs, les résultats attendus et les engagements financiers réguliers de chacun, soutenant leur démarche, l'incertitude permanente limite la portée de leurs projets.
- Faiblesse des montants financiers, pour les structures plus légères ou les artistes individuels.

#### **⇒ Des lacunes dans les compétences présentes sur le territoire**

Outre le manque de formation destinée aux artistes et aux encadrants (animateurs, administrateurs, etc...), plusieurs catégories d'acteurs manquent d'accompagnement dans leurs démarches de recherche de partenariats, de financements et/ou de diffusion.

### **5-2 Des outils à repenser**

La politique culturelle de la Région Guyane est pour l'essentiel mise en œuvre à travers trois agences :

- le Musée des Cultures de Guyane : 15 salariés – budget : environ 600 000 euros
- l'ENMD : 15 salariés + 40 enseignants – budget : environ 1,9 millions d'euros
- l'OCRG : 15 personnes – budget : environ 950 000 euros

ainsi que par le service Culture (dix personnes) qui s'occupe de l'instruction du soutien direct aux acteurs culturels du territoire (subventions) et dont le financement représente une faible part des moyens régionaux affectés à la culture (en 2009 : environ 230 000 euros) et qui assure la gestion de l'Ensemble Culturel Régional (ENCRE) dont le statut reste flou.

**Le Musée des Cultures de Guyane** remplit des missions clairement définies, dans la limite des moyens qui lui sont impartis et dans le cadre de la préfiguration de ce que doit être un musée régional: conservation muséographique, valorisation des facettes culturelles de la Guyane, recherche en lien avec l'Université, utilisation de nouvelles technologies (PRAI) au service de la conservation et de la valorisation du patrimoine, coopération avec les musées et ressources scientifiques de la région amazonienne et au-delà. La démarche prospective qui a prévalu dans le fonctionnement du Musée a permis de construire un plan de formation des personnels en adéquation avec le projet (il dispose de cadres formés), ce qui explique en partie sa bonne santé. Le choix récemment fait d'installer le futur Musée des Cultures de Guyane sur le site de Vidal, tout en lui associant trois pôles décentralisés sur le territoire (Mana, Maripasoula, Saint Georges) devrait lui permettre de conforter sa vision large de sa mission, ne se limitant pas à l'aspect muséographique, qui correspond pleinement aux différentes facettes de la culture en Guyane.

**L'Office Culturel de la Région Guyane** a un statut ambigu. Alors que les deux autres agences, MCG et ENMD, ont des missions bien ciblées, l'OCRG a, pourrait-on dire, tout le reste. Il en résulte une certaine difficulté à en percevoir la spécificité, accrue par la visibilité assez faible de son action publique, bien qu'elle emploie 14 personnes. Il semble que la Région abonde certains financements de l'OCRG. On ne peut, dès lors, que se poser des questions sur l'ensemble des dépenses culturelles de la Région et sur la division des tâches entre les élus, l'OCRG et le service culturel. Eu égard à ce qui est apparu comme besoins spécifiques, la relecture de la mission de l'OCRG sera un des éléments à travailler avec le comité de pilotage, lorsqu'à l'issue de la mise en débat du diagnostic et des priorités proposées, il s'agira de définir les outils et moyens pertinents de la Région.

Un consensus semble se dégager sur le fait que **l'Ecole Nationale de Musique et de Danse** doit se restructurer et que cette restructuration doit être pensée en lien avec un équipement des communes en écoles de musiques dignes de ce nom. La refondation du projet de l'ENMD devra prendre en compte la formation des formateurs, l'irrigation du territoire, la réflexion sur les modalités de prise en compte des musiques traditionnelles, ainsi que l'appui à la mise en place d'une filière musique avec divers partenaires. Sur la base de missions renouvelées, l'ENMD serait en mesure de construire des perspectives à moyen et long terme en conformité avec son label.

D'une façon générale, **l'approfondissement des pistes d'évolution des trois agences régionales** résultera de la mise en débat du diagnostic culturel du territoire, et des priorités définies par le comité de pilotage : à partir de ces choix, une relecture des missions, de l'organisation et des moyens dévolus aux agences pourra être opérée, de façon à optimiser ces outils majeurs de la politique régionale.

Deux questions notamment devront être explorées :

- Quelle serait la meilleure méthode d'organisation et de gestion des actions culturelles ? Chacune des agences devra sans doute intensifier son travail d'action culturelle. La pertinence des actions est intimement liée au cœur des projets auxquels elles sont attachées : de ce fait, la mutualisation d'une politique culturelle globale entre les agences, préconisée par une étude datant de 2003 en elle-même ne semble pas pertinente. Pour autant, certaines mises en synergie sont sûrement possibles (communication par exemple) et les modalités devraient en être recherchées.
- Chacune des agences ayant ajusté ses missions et ses programmes d'action, dans le cadre d'une stratégie impliquant éventuellement d'autres partenaires, il s'agira de vérifier si le statut juridique d'« agence régionale » reste pertinent, ou si d'autres statuts répondraient mieux à leur fonctionnement (EPCC, par exemple).

## 6– PRIORITES DANS LA POURSUITE DE LA REFLEXION

La préparation d'un Schéma Régional de Développement Culturel pourrait fonctionner selon 3 axes :

1. Un axe de **synthèse et de suivi des recherches sur l'anthropologie culturelle de la Guyane**, qui peut s'appuyer sur les recherches menées par le Musée des Cultures de Guyane pour définir son futur projet scientifique. L'articulation entre conservation/valorisation des différentes traditions culturelles qui font la richesse du territoire, et croisements/frottements entre cultures contemporaines, est un exercice délicat.
2. Un axe précisant les **problèmes et questions dont la résolution implique une réflexion et des décisions communes**, à travers des instances de concertation à créer, qui associeraient à la Région, selon les objets, objectifs et contextes : les services concernés de l'Etat, du Département, les intercommunalités, les instances représentatives de la communauté artistiques et des communautés culturelles, etc. Cet axe répond à une double nécessité d'optimisation de moyens financiers et de gouvernance.

3. Un axe précisant et sélectionnant **les cadres de travail de la Région Guyane elle-même : sa politique culturelle, ses outils, ses moyens**. Il s'agira de définir de façon détaillée les cadres de la politique culturelle régionale, dans une perspective à moyen et long terme : objectifs, résultats attendus, moyens mis en œuvre (financiers, humains, logistiques). Les contraintes et les spécificités de la Guyane peuvent générer des opportunités originales. Des solutions alternatives aux modèles de l'hexagone, adaptées à la réalité locale, peuvent être recherchées dans une perspective large (relations de voisinage, que ce soit avec les autres départements d'Outre Mer ou avec la zone Caraïbes-Amérique Latine).

## 6-1 La formation

---

La formation professionnelle est de pleine compétence régionale. Eu égard à l'importance des besoins sur l'ensemble de la chaîne de la formation dans le secteur artistique et culturel, la formation professionnelle et continue étant située à l'une des extrémités de la chaîne, la Collectivité pourrait :

- d'une part animer **une concertation portant sur la formation initiale**, sous le double aspect de l'éducation à l'interculturalité et de l'éducation artistique.
- d'autre part, **réinterroger sa propre action en matière de formation qualifiante et permanente** afin d'inscrire la formation du secteur culturel dans le PRDF, de prévoir des programmes-pilotes, de penser la cohérence de la filière et d'avoir en perspective la création d'emplois.

Cette démarche s'appuierait, en premier lieu, sur des études et recherches, en commençant par rassembler ce qui existe et en concevant de nouveaux programmes d'études à partir des lacunes identifiées.

## 6-2 Les transports, déplacements, hébergements

---

Axes de réflexion possibles :

- amélioration du réseau transport, notamment scolaires
- financements spécifiques
- acquisition/construction de lieux d'accueil polyvalents, soutien aux initiatives privées avec hébergements collectifs du type des auberges de jeunesse et hébergements chez l'habitant ou en gîte pour la mobilité des formateurs, stagiaires, artistes, et pour un tourisme « à taille humaine » dans les endroits où cela est nécessaire.
- repérage des évolutions à venir (équipements culturels, démographie) rendant nécessaire la naissance de structures moyennes,
- solutions à envisager pour l'accueil ponctuel de visiteurs en nombre tels que des équipements mobiles d'hébergement de toutes qualités sans négliger le confort, dans l'esprit « lodge ».

## 6-3 Culture et innovation

---

L'innovation concerne tout particulièrement la culture, sous deux aspects :

- innovation technologique : la recherche universitaire et les grands instituts scientifiques présents en Guyane sont attendus sur : le développement d'entreprises culturelles liées à l'image, la numérisation du patrimoine, le fonctionnement en réseau de petites unités économiques, la promotion de l'utilisation de bois et de matériaux durables dans le design et l'éco construction.
- innovation sociale : la juxtaposition sur le territoire de pratiques sociales très diverses est porteuse d'innovations qui peuvent passer par l'invention de nouvelles formes de gouvernance, de réseaux et de partenariats renouvelés, notamment dans le cadre de l'économie solidaire dont se réclament plusieurs opérateurs associatifs et institutionnels.

## 6-4 La création artistique

---

La création artistique est une des expressions les plus évidentes de la diversité et des potentialités de la Guyane. La création comporte un aspect paradoxal, globalement mal pris en compte : c'est souvent à partir d'un élan ou

d'un projet individuel, que se crée un « objet artistique » qui bénéficiera à la communauté tout entière, et initiera des activités qui peuvent devenir pérennes.

La préparation du Schéma Régional de Développement Culturel devrait s'attacher à repérer et organiser les moyens à attribuer à ce secteur, sur le plan financier, organisationnel et humain (aide au développement des compétences artistiques, appui à la structuration du secteur, aide à la création et à la diffusion).

## 6-5 Sensibilisation, pratiques et diffusion artistiques

Une réflexion est à impulser avec l'Education Nationale, autour de questions culturelles qui ont manifestement un rôle majeur dans la vie des élèves et dans leurs capacités de réussite : **prise en compte des langues maternelles dans les apprentissages**, sensibilisation à la pluriculturalité incluse dans les enseignements. Des modules de sensibilisation commencent à apparaître dans différentes formations (Prefob, CNFPT...) : cette démarche devrait être systématisée, toute opportunité de construire la connaissance de l'autre dans des espaces de rencontre devant être saisie. Au-delà, le développement de la sensibilisation artistique dépendra d'une part de l'action engagée pour conforter l'emploi et la formation cultures, d'autre part des moyens affectés à cet axe et à leur régularité.

Une attention est à porter aux conditions de partage des lieux de pratique entre associations et entre communautés, ainsi qu'aux besoins en lieux de diffusion, en définissant leurs conditions de viabilité (territoires couverts, compétences à mobiliser, moyens financiers,...).

L'opportunité du soutien financier est à étudier au cas par cas pour éviter de casser l'implication associative et citoyenne. Les moyens portant sur une fourchette financière peu élevée (jusqu'à 5 000 euros par exemple), pourraient être gérés de façon décentralisée. Ce choix viserait à renforcer la souplesse, l'adaptation et l'efficacité des fonds attribués.

L'artisanat d'art est particulièrement pertinent pour la prise en compte et la valorisation des pratiques artistiques et culturelles vécues, notamment celles portées par les peuples autochtones, les Noirs Marrons, les Hmongs. L'artisanat d'art, outre qu'il s'adosse à une réalité qu'il convient de protéger face à des risques de disparition, peut être une passerelle entre les activités habituellement qualifiées d'artistiques et celles, traditionnelles, qui sont souvent mésestimées. Plusieurs projets existent, qui tentent de créer des activités pouvant déboucher sur des filières d'activités voire d'emplois (vannerie, tissage, auxquels s'ajoute la pharmacopée etc.) et de coopération avec les pays environnants : il s'agira de poursuivre l'exploration de ces pistes, entre création et respect de l'esprit des traditions, en évitant l'écueil de la folklorisation.

## 7 – VERS UN SCHEMA STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

### 7-1 La culture, quatrième pilier d'un développement durable

Le développement durable, rappelons-le, est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (1992 - sommet de Rio). A côté des trois piliers généralement reconnus : santé économique, responsabilité environnementale, équité sociale et gouvernance, la culture devient le quatrième pilier du développement durable. En effet, la convention sur la diversité culturelle de l'UNESCO, en 2005, qui désigne la diversité comme héritage commun de l'humanité, pose la culture comme indissociable de la dignité humaine et sa sauvegarde comme un impératif concret et éthique.

Le réseau Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) a adopté un agenda 21 de la Culture comme document de référence de ses programmes avec pour mission de « *promouvoir le rôle de la culture comme dimension centrale des politiques locales, en plaidant pour la relation étroite entre culture et développement durable, et les processus de dialogue interculturel, par la diffusion internationale et la mise en œuvre locale de l'Agenda 21 de la culture* ».

Eu égard à l'importance majeure de la question culturelle en Guyane, dans tous les champs considérés (économie, environnement, cohésion sociale), il apparaît que cette démarche pourrait être le fondement d'une stratégie culturelle pour ce territoire, répondant à ses spécificités, et aux enjeux qu'elle doit affronter (développement respectueux de sa biodiversité et de sa diversité culturelle).

## 7-2 Articuler les politiques publiques

---

Dans la perspective du schéma, il s'agira de solliciter les institutions qui participent d'une façon ou d'une autre à la mise en œuvre des politiques publiques en Guyane, que ce soit par compétence légale ou par choix historique, en vue de construire en concertation une stratégie respectant la place de chacun et une coordination des moyens affectés.

A cette étape du travail, une liste non exhaustive de champs et d'acteurs comporte notamment :

- Sensibilisation et pratiques artistiques : Education Nationale, Ministère de la Culture (secteur scolaire), Parc National Amazonien (soutien à des actions culturelles organisées par les populations vivant sur le territoire du Parc), Conseil Général (dispositifs touchant les collèges, et d'une façon générale le cinéma) ;
- Formation artistique et culturelle : DRAC, Université;
- Création, diffusion : DRAC, Conseil Général, CNES ;
- Emploi culturel & insertion: ANPE, Conseil Général, CNES ;
- Formation professionnelle : structures privées, IMAZ, PREFOB, CCIG.

**La Région intervient ponctuellement dans chacun de ces domaines**, sans toutefois que des orientations stratégiques, des critères de choix et des modalités d'évaluation aient été définis, et qu'une coordination ait été envisagée avec les autres intervenants institutionnels.

## 7-3 Les grands chapitres de l'intervention régionale

---

Dans le cadre d'un schéma à moyen terme, les missions de la Région pourraient

- se centrer sur le soutien à la formation, à l'économie de la culture : filière livre, filière audiovisuelle, recherche et innovation, et à la coopération,
- s'impliquer dans des dispositifs leviers (partenariats, co-gestion) sur l'aide à la création, l'aménagement culturel du territoire, la diffusion, l'animation culturelle, le développement d'un réseau d'économie solidaire à partir des savoir-faire existants.

La rédaction d'un document-cadre définissant la place de la culture dans le développement intégré de la Guyane, les choix de priorités opérés dans une démarche stratégique, les objectifs visés et les résultats attendus, constitueront l'armature d'un Schéma Régional de Développement Culturel dont il conviendra ensuite de définir précisément les contenus.

**Méthode et outils** : dès lors que la Collectivité aura validé des priorités d'intervention dans le champ culturel et rédigé un document-cadre (une politique culturelle pour la Guyane), la déclinaison des interventions de la Région partira :

- **de la mobilisation des ressources propres existantes** : évaluation des ressources affectées directement et indirectement à la culture : subventions, dotation des agences, éléments de politiques transversales, ressources humaines, ressources logistiques ; analyse de l'affectation des masses budgétaires au regard des priorités choisies, repérage des ressources financières affectables aux politiques transversales (formation, insertion, tourisme, etc.) et réajustement des flux ;
- **de la conception des modalités de concertation internes et externes** : en interne, procédures de concertation transversale, appliquées à la culture (du type réunion de chefs de service autour d'un programme de travail sur les besoins en formation du champ culturel pris dans son sens large par exemple, qui concernera la culture, la coopération, le tourisme, la formation, la recherche, l'éducation) et par groupes de travail sur la réforme des agences régionales. A l'externe : formes de concertation à définir, au regard des questions dont la résolution nécessite une réflexion conjointe. Possibilité à envisager : la mise en place d'une **instance consultative pérenne**, réunissant des acteurs culturels représentatifs des secteurs artistiques et d'autres instances territoriales et professionnelles (associations culturelles, association des maires et/ou intercommunalités, PNR et PAG, etc.) en vue d'assurer un suivi de l'évolution du secteur, de l'associer à l'avancée des réflexions (régionales et partenariales) et des projets de mise en œuvre, et de rester en prise avec une vision globale de l'état culturel du territoire.